

## « Plan de continuité pédagogique »

### **Une continuité dans l'impréparation mais une certaine continuité dans la maltraitance des personnels**

Publié en plein été par le ministère de l'Éducation nationale, le plan de continuité pédagogique voulait une fois de plus prouver que tout était prêt. Il s'agissait de prévoir une réduction des capacités d'accueil en cas de circulation active du virus ou même d'envisager la fermeture totale d'écoles.

Cependant, près d'un mois et demi après la rentrée, le Ministère ou l'Académie n'ont toujours pas présenté l'objectif de ce plan : dans quelles conditions sanitaires serait-il déclenché ? Quelles sont les contraintes matérielles de ce scénario ? D'ailleurs, puisque le Ministère indique que les enfants sont peu contaminant-es, pourquoi faudrait-il rétablir une distanciation physique dans les classes d'école primaire puisqu'il semble qu'un accueil de petits groupes soit privilégié ? Un maintien du lien scolaire devra-t-il être mis en place à distance pour des élèves qui resteraient chez eux ou seraient accueillis en-dehors du cadre scolaire ?

Depuis des semaines, les équipes des écoles ont commencé à se préparer aux différentes éventualités mais sans détenir tous les éléments, sans explications claires de la hiérarchie ou parfois même avec des injonctions variables d'une circonscription parisienne à l'autre. Alors que les personnels sont déjà secoués et épuisés, pourquoi leur demander de plancher sur d'hypothétiques scénarios sans qu'aucun cadre académique ne soit fixé ?

Avec ces « plans de continuité pédagogique », le Ministère et l'Académie restent dans leur propre continuité : toujours la même communication prétendant que tout est prêt. Les équipes sont chargées de se débrouiller dans des organisations sans queue ni tête, dont elles peinent à saisir le sens.

Alors même que la situation sanitaire de l'académie de Paris se dégrade fortement, force est de constater que rien est prêt ! Les leçons de la gestion de la crise sanitaire en fin d'année scolaire dernière n'ont décidément pas été tirées. Une fois encore, il est bien question d'impréparation et de maltraitance institutionnelle pour les enseignant-es des écoles parisiennes.

Paris, le 15 octobre 2020